

## **ESPACE SOCIAL ET CULTUREL L'ANCRAGE**

Association Loi 1901  
Chemin des Veillées  
76470 LE TREPORT

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

FCN

Société Anonyme au capital de 10.758.176 €  
Société de Commissaires aux comptes  
Membre de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes,  
Rattachée à la CRCC de l'Est  
Siège social : 160, rue Louis Victor de Broglie 51430 BEZANNES  
RCS Reims 337 080 089

FCN Epernay – 2, rue Léger Bertin 51200 EPERNAY - 03.26.54.14.44

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ESPACE SOCIAL ET CULTUREL L'ANCRAGE  
Chemin des Veillées  
76470 LE TREPORT

Aux membres de l'Association,

### I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ESPACE SOCIAL ET CULTUREL L'ANCRAGE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II. FONDEMENT DE L'OPINION

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel

permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Epernay, le 18 avril 2025

**FCN**

*Commissaire aux Comptes*

**Jean-Michel FRANCOIS**

*Associé*



## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✱ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✱ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✱ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ✱ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
  
- ✱ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

---

## COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

---

**ESPACE SOCIAL ET CULTUREL L'ANCRAGE**

Chemin des Veillées

76470 LE TREPORT



## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	7 750	7 535	215	481
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	44 849	28 410	16 439	25 096
Autres immobilisations corporelles	131 541	112 935	18 605	29 567
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>184 155</b>	<b>148 880</b>	<b>35 275</b>	<b>55 160</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	961		961	1 236
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 171		4 171	3 839
Avances et acomptes versés sur commandes				99
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	67 646		67 646	84 085
Divers				
Valeurs mobilières de placement	53 606		53 606	52 007
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	75 168		75 168	46 022
Charges constatées d'avance	6 901		6 901	4 932
<b>Total II</b>	<b>208 452</b>		<b>208 452</b>	<b>192 221</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>392 607</b>	<b>148 880</b>	<b>243 727</b>	<b>247 381</b>

## Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	108 699	145 005
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>15 026</b>	<b>-36 307</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>123 724</b>	<b>108 699</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	15 232	23 310
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>138 956</b>	<b>132 009</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	23 661	22 962
<b>Total III</b>	<b>23 661</b>	<b>22 962</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	3 265	7 131
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	3 265	7 131
Emprunts et dettes financières diverses	591	1 133
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 800	19 358
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	50 794	61 917
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		560
Produits constatés d'avance	2 658	2 311
<b>Total IV</b>	<b>81 109</b>	<b>92 410</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>243 727</b>	<b>247 381</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations	3 151	0,47	3 130	0,50	21	0,67
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>219 778</b>		<b>214 840</b>		<b>4 938</b>	<b>2,30</b>
Ventes de biens	11 554	1,74	10 151	1,61	1 403	13,82
Ventes de prestations services	208 224	31,38	204 688	32,52	3 535	1,73
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>440 716</b>		<b>411 488</b>		<b>29 228</b>	<b>7,10</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	436 776	65,81	402 460	63,94	34 316	8,53
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public	3 940	0,59	9 028	1,43	-5 087	-56,35
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	9 399	1,42	13 065	2,08	-3 665	-28,05
Utilisation des fonds dédiés			11 223	1,78	-11 223	-100,00
Autres produits	4		4			1,49
<b>Total I</b>	<b>673 049</b>	<b>101,42</b>	<b>653 749</b>	<b>103,86</b>	<b>19 300</b>	<b>2,95</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises	22 779	3,43	16 603	2,64	6 176	37,20
Variations de stock	-331	-0,05	492	0,08	-824	-167,27
Autres achats et charges externes	202 784	30,56	225 476	35,82	-22 692	-10,06
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	13 381	2,02	13 359	2,12	22	0,17
Salaires et traitements	322 125	48,54	327 076	51,96	-4 951	-1,51
Charges sociales	86 934	13,10	82 103	13,04	4 831	5,88
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	19 885	3,00	20 498	3,26	-612	-2,99
Dotations aux provisions	699	0,11	9 156	1,45	-8 456	-92,36
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	888	0,13	344	0,05	544	157,85
<b>Total II</b>	<b>669 145</b>	<b>100,83</b>	<b>695 108</b>	<b>110,43</b>	<b>-25 963</b>	<b>-3,74</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>3 904</b>	<b>0,59</b>	<b>-41 359</b>	<b>-6,57</b>	<b>45 263</b>	<b>-109,44</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	2 759	0,42	2 252	0,36	508	22,54
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total III</b>	<b>2 759</b>	<b>0,42</b>	<b>2 252</b>	<b>0,36</b>	<b>508</b>	<b>22,54</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assilées	80	0,01	125	0,02	-46	-36,30
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total IV</b>	<b>80</b>	<b>0,01</b>	<b>125</b>	<b>0,02</b>	<b>-46</b>	<b>-36,30</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>2 679</b>	<b>0,40</b>	<b>2 126</b>	<b>0,34</b>	<b>553</b>	<b>26,02</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)</b>	<b>6 584</b>	<b>0,99</b>	<b>-39 232</b>	<b>-6,23</b>	<b>45 816</b>	<b>-116,78</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion	1 854	0,28	759	0,12	1 096	144,42
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	8 078	1,22	8 078	1,28		
<b>Total V</b>	<b>9 933</b>	<b>1,50</b>	<b>8 837</b>	<b>1,40</b>	<b>1 096</b>	<b>12,40</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	963	0,15	5 513	0,88	-4 551	-82,54
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
<b>Total VI</b>	<b>963</b>	<b>0,15</b>	<b>5 513</b>	<b>0,88</b>	<b>-4 551</b>	<b>-82,54</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>8 970</b>	<b>1,35</b>	<b>3 323</b>	<b>0,53</b>	<b>5 646</b>	<b>169,89</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	528	0,08	398	0,06	130	32,66
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>685 741</b>	<b>103,33</b>	<b>664 838</b>	<b>105,62</b>	<b>20 903</b>	<b>3,14</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI</b>	<b>670 715</b>	<b>101,07</b>	<b>701 145</b>	<b>111,39</b>	<b>-30 429</b>	<b>-4,34</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>15 026</b>	<b>2,26</b>	<b>-36 307</b>	<b>-5,77</b>	<b>51 332</b>	<b>-141,39</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>						
Dons en nature	67 051		67 986		-935	-1,38
Prestations en nature	18 882		16 146		2 736	16,95
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>	<b>85 933</b>		<b>84 132</b>		<b>1 801</b>	<b>2,14</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature	18 882		16 146		2 736	16,95
Personnel bénévole	67 051		67 986		-935	-1,38
<b>TOTAL</b>	<b>85 933</b>		<b>84 132</b>		<b>1 801</b>	<b>2,14</b>

Annexe



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION L' ANCRAGE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 243 727 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 15 026 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/02/2025 par les dirigeants de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour but : de créer et de gérer un ensemble de services et de réalisations collectives de caractère social, éducatif, culturels et de loisirs mis à la disposition des habitants ; de favoriser la rencontre des personnes et des associations dans le but de leur permettre d'élaborer une politique commune d'animation en vue de favoriser les relations sociales ; d'organiser tout service d'entraide, d'action sociale et d'action éducative et généralement toute activité sociale et culturelle ; d'intervenir auprès des organismes publics responsables des questions économiques, sociales, culturelles ou scolaires et d'établir avec eux tout contact utile ; d'assurer la gestion de tout service qui pourrait lui être confié par le conseil municipal ou les organismes publics, et de participer à cette gestion avec d'autres organismes ou groupements ou personnes et d'en coordonner les activités. » (Statuts – objet). La structure est, entre autre, gestionnaire d'un agrément de centre social et de l'Agrément Collectif Familles de la CAF.

-- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées --

L'activité de l'association est régie par un projet social déterminant les actions. Ce projet social est plus qu'un document contractuel avec la CAF, attribuant l'agrément « animation globale » du centre social, c'est aussi le fil rouge de l'action quotidienne de l'équipe, des gestionnaires, des bénévoles pour le plus grand nombre des habitant.es du territoire, sans exclusive, et dans l'ouverture la plus complète et la plus large.

L'agrément « Animation globale » est le document de référence permettant de mener les actions du centre social ; trois axes prioritaires ont été développés et sont actuellement mis en oeuvre.

Ces trois axes fixent les objectifs du centre social. Il s'agit de :

- Favoriser la mixité des publics ;
- Permettre aux habitants d'être acteurs du projet social ;
- Favoriser l'accès aux droits et l'accès à la santé.

Ces axes se déclinent avec les objectifs suivants :

### 1. Favoriser la mixité des publics

Répondre aux besoins spécifiques d'habitant.es  
Donner l'accès aux différentes ressources du centre  
Décloisonner les différents secteurs pour créer du lien entre eux  
Création des commissions : adultes – jeunes – seniors  
Favoriser les échanges pluri-générationnels  
Impulser à tour des rôle la participation des usagers à partir de leurs savoir-faire

### 2. Permettre aux habitants d'être acteurs du projet social

Permettre aux habitants de se rencontrer et d'échanger « hors les murs » du centre  
Valoriser les compétences des bénévoles  
Accompagner les habitants dans la réalisation de leurs projets  
Favoriser la mobilité des publics



## Règles et méthodes comptables

Accompagner les jeunes dans leurs démarches  
Développer la culture des sorties pour découvrir  
Créer du lien social entre les habitants seniors-adultes-jeunes

### 3. Accès aux droits et à la santé

Accès aux droits pour tous  
Accès à la santé pour tous  
Prévention des comportements à risques  
Développer l'accès aux droits et à la prévention des jeunes

Ces 3 axes sont complétés par le travail autour de

L'Agrément « Collectif Familles »

L'agrément « Collectif Familles » vise quant à lui particulièrement le soutien à la fonction parentale à travers :

- L'accueil aux Moussaillons (LAEP – Lieu d'Accueil Enfant-Parent)
- Les actions de parentalité du REAAP (Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents)
- La création et le déploiement du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
- Le soutien aux vacances familles et la participation des familles à la vie de la Cité

-- Description des moyens mis en oeuvre --

Les moyens sont mis en place par une équipe de professionnel.les, formé.es et diplômé.es, et par des bénévoles accompagné.es dans leurs démarches. Ces moyens sont également ceux des agréments et de leurs cahiers des charges. A savoir :

Agréments :

Centre Social : Caisse d'Allocations Familiales 76 (septembre 1998)

- Animation Globale : 200 41 0113 (2020 – 2023)

- Animation Collective Famille : 200 41 0111 (2020 – 2023)

- Réseau d'Écoute d'Appui et d'Accompagnement des parents (2016)

- LAEP (Lieu d'Accueil Enfants / Parents) (janvier 2019)

Jeunesse et Éducation Populaire : 2006 sous le N° 76/599 (23 octobre 2006)

Éducation Nationale : Intervention dans les établissements scolaires

N°02-14-19 (septembre 2014)

Accueil de jeunes DDDCS du 4 mai 2016

Accueil de jeunes CAF du 30 juin 2016

Service Civique : DRDJSCS Rouen sous le N° HN-076-23-00007-00 (20 juillet 2022)

PAVA (Point d'appui à la Vie associative) PANA (Point d'appui au Numérique associatif).

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 1 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## Règles et méthodes comptables

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,5 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : Table de mortalité définitive 2017-2019 INSEE

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 750			7 750
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 750</b>			<b>7 750</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	44 849			44 849
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 742			39 742
- Matériel de transport	45 805			45 805
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	45 994			45 994
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>176 390</b>			<b>176 390</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>15</b>			<b>15</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>184 155</b>			<b>184 155</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 269	266		7 535
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 269</b>	<b>266</b>		<b>7 535</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 753	8 657		28 410
- Installations générales, agencements aménagements divers	25 370	3 055		28 424
- Matériel de transport	40 477	3 799		44 275
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 127	4 109		40 236
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>121 726</b>	<b>19 619</b>		<b>141 345</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>128 995</b>	<b>19 885</b>		<b>148 880</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 74 547 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	67 646	67 646	
Charges constatées d'avance	6 901	6 901	
<b>Total</b>	<b>74 547</b>	<b>74 547</b>	

Prêts accordés en cours d'exercice  
Prêts récupérés en cours d'exercice

#### Produits à recevoir

	Montant
Divers produits à recevoir	42 796
<b>Total</b>	<b>42 796</b>

Les produits à recevoir au 31 décembre 2024, d'un montant total de 42 795.90 euros, se décomposent comme suit :

- Au titre de la régularisation 2024 des prestations sociales CAF (Animation globale, ACF, LAEP, ALSH, CLAS) : 41 057.95 euros
- Au titre des interventions prévention écran dans le cadre du CESC 2024 : 1210 euros
- Au titre de produits divers : 527.95 euros

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	22 962	699			23 661
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>22 962</b>	<b>699</b>			<b>23 661</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		699			
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour risques et charges correspondent à la provision des indemnités de fin de carrière.

Au 31 décembre 2024, la provision totale s'élève à 23 661 euros, soit une variation à la hausse de 699 euros par rapport à l'année précédente.

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 81 109 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	3 265	3 265		
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	591	591		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 800	23 800		
Dettes fiscales et sociales	50 794	50 794		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	2 658	2 658		
<b>Total</b>	<b>81 109</b>	<b>81 109</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	4 407			
(**) Dont envers les associés				

#### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	12 071
Dettes prov. congés payés	16 339
Ch soc s/c payés	4 968
<b>Total</b>	<b>33 378</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	6 901		
<b>Total</b>	<b>6 901</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	2 658		
<b>Total</b>	<b>2 658</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 930 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Éléments imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
Autres charges d'exploitation	963	
Autres produits d'exploitation		1 854
<b>Total</b>	<b>963</b>	<b>1 854</b>

Charges imputables aux exercices précédents :

- Différence débitrice entre la provision et le solde reçu sur subventions à recevoir : 962.87 euros

Produits imputables aux exercices précédents :

- Différence créditrice entre la provision et le solde reçu sur subventions à recevoir : 1799.43 euros

- Régularisations diverses : 55 euros

#### Subventions d'exploitation

Les subventions à recevoir au 31 décembre 2024, d'un montant total de 24 850 euros, comprennent les subventions à recevoir :

- De la ville du Tréport au titre de la régularisation 2024 de la subvention de fonctionnement : 5000 euros
- Du FAAD au titre de l'approvisionnement de l'épicerie solidaire 2024 : 1627 euros
- Du CNES au titre de l'approvisionnement de l'épicerie solidaire 2024 : 3866 euros
- De la communauté de communes (CCVS) au titre des actions jeunesse (1) : 14 357 euros

(1) Accueil jeunes, chantier jeunes bénévoles et séjour jeunes "retour vers le futur"

#### Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		46 160	347 366	35 400	7 850	436 776
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					8 078	8 078
<b>Total</b>						<b>444 854</b>



## Notes sur le compte de résultat

### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
7910000 - Indemnités journ. s.s.	3 169	
7912000 - Transferts de charges expl.	966	
7916100 - Transferts de charges expl.	5 265	
	9 399	
<b>Total</b>	<b>9 399</b>	

Détail des transferts de charges comptabilisés au 31 décembre 2024 :

- Indemnités journalières de la sécurité sociale : 3 168.69 euros
- Remboursement de formations : 5 264.80 euros
- Remboursements divers sur frais de déplacement et d'activités : 965.95 euros

## Autres informations

### Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 23 661 euros

### Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations  Montant global	Utilisations  Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	

Total